



**SEULES LES LUTTES SOCIALES PEUVENT AUJOURD'HUI
METTRE EN ÉCHEC LA POLITIQUE AU SERVICE DE L'ARGENT.**

*Forts des mobilisations syndicales des 12 et 21
septembre, faisons grandir l'opposition jusqu'au*

RETRAIT DES ORDONNANCES MACRON



Des luttes sectorielles, contre les mauvais coups de Macron montent pour mieux converger:

- Jeudi 28 septembre :

la journée de protestation des retraités contre l'amputation des pensions par la hausse de la CSG a bien mobilisé.

- Mardi 10 octobre : grève et manifestation dans les fonctions publiques

contre le blocage des traitements, les saignées de personnels,
les déstructurations des services publics, notamment par la casse des statuts.

L'an dernier, l'opinion publique s'est opposée massivement à la loi El-Khomry. Cette année, les ordonnances Macron vont beaucoup plus loin dans la casse du code du travail.

- Avec les ordonnances, un salarié pourra être licencié simplement parce qu'il aura refusé une modification de son contrat de travail signé auparavant.
- En cas de licenciement abusif – illégal donc ! – un patron ne pourra plus être condamné qu'à des indemnités minimales aux prud'hommes.
- Les multinationales pourront déplacer plus facilement leurs profits vers des filiales à l'étranger pour mieux licencier et délocaliser en France.
- Le repreneur d'un sous-traitant pourra remettre à zéro les acquis antérieurs.
- Les petits patrons pourront modifier à tout moment l'organisation du travail, remettre en cause les primes, organiser des référendums bidons sans tenir compte ni du code du travail, ni des accords de branche ni encore moins des syndicats de salariés...

Il y en a pour 159 pages de mesures techniques et vicieuses concoctées par le patronat et que le gouvernement veut nous imposer par une guerre éclair contre le monde du travail.

QUEL TRAVAILLEUR, QUEL JEUNE A LA PORTE DE L'EMPLOI VA CROIRE QUE FACILITER LES LICENCIEMENTS C'EST « BON CONTRE LE CHOMAGE » ?

C'est d'autant plus vrai que, dès son élection, Macron a choisi d'imposer sa ligne antisociale :

- L'étatisation programmée de l'assurance chômage va finir de décharger le patronat de sa responsabilité, le transfert des cotisations chômage vers la CSG est injuste envers les retraités et profondément grave pour tous les travailleurs.
- Macron a de nouveau attaqué les cheminots en menaçant leur régime « spécial » pourtant associé à leurs contraintes et à leur mission de service public.
- Aux fonctionnaires, il a déjà infligé le gel des salaires et des recrutements.
- Aux locataires et aux étudiants : la baisse des APL,
- Aux retraités, une augmentation de 1,7% de la CSG dès 1.200 euros mensuels ...

LES CONDITIONS DE LA CONSTRUCTION D'UNE LARGE CONVERGENCE DES LUTTES EXISTENT DONC BIEN.

Et le succès de la journée d'actions interprofessionnelle qui a associé grèves dans les entreprises et manifestations rassemblant de 400.000 personnes montre qu'un rapport de forces peut se construire pour mettre en échec, TOUT DE SUITE, les mesures antisociales commandées par le patronat.

Un rapport de forces construit dans la lutte et la grève !

Communistes, nous sommes déterminés à agir pour « démonter » les ordonnances et expliquer comment la plupart des salariés risquent concrètement de les subir, pour construire les convergences de lutte contre ce qui serait un véritable recul de société. **Communistes, nous ferons tout pour développer les luttes, les actions jusqu'au retrait des ordonnances Macron.**

RIEN À ATTENDRE D'UNE PROCHAINE DUPERIE ÉLECTORALE (EN 2022 !)

Grâce à une abstention record, Macron dispose d'une large majorité à l'Assemblée nationale mais il ne bénéficie pas – loin de là – d'un soutien majoritaire pour casser le marché du travail.

Il le sait ! C'est même pour cela qu'il veut bloquer toute perspective politique : désespérer les citoyens coincés entre une droite et son extrême, dangereusement renforcée, mêlant démagogie sociale, nationalisme et racisme et « une gauche », comme Hamon ou Mélenchon, cachant son réformisme et son populisme derrière de grandes déclarations ... d'intention renvoyant à un douteux succès électoral sans contenu.

Non, le monde du travail ne peut pas se permettre d'attendre à nouveau 5 ans une prochaine duperie électorale.

Non, il n'existe aucun début de majorité politique qui ne s'exprimerait que le week-end derrière un hypothétique sauveur suprême.

Lutter, s'organiser, adhérer au PCF !

Nom : **Prénom :**

Adresse :

Email/tél : **Signature :**